

**du registre des délibérations du Conseil Municipal
séance ordinaire du 11 Décembre 2025.**

**Objet : Mise en place de
la vidéooverbalisation**

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 5 Décembre 2025.

Présents : ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARON Marianne, CARPENTIER François, DEHIER Philippe, DENEUBOURG Sandrine, DENYS Agnès, DEPRET Kévine, DURIEUX Jean, GEORGES Hugo, LAGRENE Laurent, LEROY Brigitte, MAIRIAUX Isabelle, POL Maxime, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, VOLKAERT David, WAGER Corinne, WAGER Michel. (20 membres).

Ont donné procuration : DESSE Janique (à DENYS Agnès), DESSE Perrine (à ALEXANDRE VIRGILE Dominique), DURSENT Sébastien (à VOLKAERT David), HUFFORD Virginie (à GEORGES Hugo), N'DIAYE Betty (à THURETTE Pascal), OUHMETA Bilel (à BAUDOUX Bernard), PARIS Vanessa (à LEROY Brigitte), YEDDOU Leïla (à POL Maxime). (8 membres).

Excusé : PALMISTE Logan (1 membre)

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

Vu les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales réglant les conditions dans lesquelles le conseil municipal peut déléguer certaines attributions au maire ;

Vu les articles L2212-1, L2212-2, L. 2212-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle ;

Vu la loi n°2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire

Vu la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978 ;

Vu le décret n°2016-1955 du 28 décembre 2016 portant application des dispositions des articles L. 121-3 et L. 130-9 du Code de la route ;

Vu le Code de la sécurité intérieure et son article L. 511-1, et les articles L. 251-2, L. 251-3 et L. 251-4 ;

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R. 121- 2 et R121-6 ;

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.632-1, R 634-2, R 635-8

Vu le Code de l'Environnement, et notamment l'article R 541-12-16

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu la demande de mise en place formulée par la commune ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 09/10/2025 portant autorisation de fonctionnement d'un système de vidéoprotection et prévoyant dans les finalités « *la régulation du trafic routier et la constatation des infractions aux règles de circulation ainsi que les constats relatifs à l'abandon de déchets, d'ordures, de matériaux et autres objets* »,

Considérant que le respect des règles du Code de la route, et notamment celles relatives au stationnement, est l'une des clés permettant à la ville d'Aulnoye Aymeries d'aboutir à l'apaisement du centre-ville et de réguler la fluidité de la circulation ;

Considérant que les problèmes sont de plus en plus importants, car liés à l'évolution croissante qu'occupe l'automobile dans notre commune ;

Considérant les incivilités liées à la propreté du quotidien et les dépôts sauvages contraires aux règles de collecte établies auxquels doit faire face la municipalité,

Considérant que par ses actions de répression quotidienne, les ASVP contribuent notamment au respect des règles, en verbalisant les contrevenants au stationnement, afin de réguler ou libérer le droit de passage pour les usagers de la route, piétons, cyclistes et motocyclistes notamment ;

Considérant qu'il faille apporter perpétuellement des solutions novatrices pour le bien-être des administrés ;

Considérant que la ville d'Aulnoye Aymeries est dotée d'un système de vidéoprotection mettant en place un dispositif de 173 caméras, gérées par le centre de supervision urbain (CSU), installé au sein du Centre administratif ;

Considérant la possibilité de vidéooverbaliser conformément aux textes en vigueur et dans l'objectif du « mieux vivre ensemble » afin de lutter plus efficacement contre les stationnements anarchiques, congestionnant les axes principaux de notre commune ainsi qu'en matière de dépôts sauvages et de salubrité,

Considérant que ce dispositif répond par son caractère dissuasif au non-respect des règles de stationnement et de circulation et d'abandon de déchets;

Considérant qu'il est nécessaire de changer le comportement « non citoyen » des usagers de la route et des riverains sur différents secteurs identifiés par les services de la mairie en collaboration avec les services de la préfecture du Nord et du procureur de la République afin de lutter contre l'incivisme croissant et améliorer le service rendu aux administrés.

Il est proposé au conseil municipal :

D'approuver le projet de vidéooverbalisation sur les secteurs déterminés équipés de caméras et identifiés par des panneaux d'information, conformément au Code de la sécurité intérieure.

Après avoir Ouï l'exposé du Maire,

La Conseil Municipal, après avoir délibéré et à l'unanimité décide :

D'adopter le recours à la vidéo verbalisation pour constater les infractions aux règles de la circulation ainsi que les infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou autres objets.

D'autoriser Mr le Maire ou l'un de ses Adjointes et/ou conseiller délégué à signer les conventions et tout autre document relatifs à ces dispositions.

Et ont les membres présents, signé lecture faite.

« Pour extrait certifié conforme ».

A Aulnoye-Aymeries, le 11 Décembre 2025.

Le Maire,



Envoyé en préfecture le 16/12/2025

Reçu en préfecture le 16/12/2025

Publié le



ID : 059-215900333-20251211-765-DE